

ACCORD DU 16 NOVEMBRE 2007
RELATIF AUX REMUNERATIONS ANNUELLES GARANTIES
ET A LA VALEUR DU POINT

Entre

l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (UIMM) de la Marne, d'une part,

et

les organisations syndicales de salariés CFE-CGC et FO, d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

Le présent accord institue un barème de **Rémunérations Annuelles Garanties (RAG)**, applicable à compter du **1^{er} janvier 2007**, sur la base de 151,67 h correspondant à un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Ce barème figure en annexe I du présent accord.

Il doit être adapté proportionnellement à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié concerné.

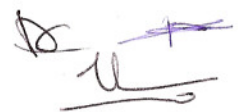
Il fixe, pour chaque coefficient de la classification, la rémunération annuelle au-dessous de laquelle un salarié ne peut être rémunéré.

Le présent accord institue également un barème de **Rémunérations Minimales Hiérarchiques (RMH)** qui sert à la fois de base de calcul pour les primes d'ancienneté et de garantie mensuelle de rémunération, la rémunération effective ne devant pas être inférieure au SMIC.

Ce barème figure en annexe II du présent accord.

Sont exclus du bénéfice de ces garanties les titulaires d'un contrat de travail régi par des règles spécifiques en matière de rémunération, comme, par exemple, les contrats d'apprentissage ou les contrats de formation en alternance.

.../...



ARTICLE 2 : REMUNERATIONS ANNUELLES GARANTIES

2.1) MISE EN OEUVRE

Conformément à l'accord national du 13 juillet 1983 modifié par l'avenant du 17 janvier 1991, pour vérifier si un salarié a effectivement bénéficié de la rémunération annuelle à laquelle il a droit en fonction de sa classification, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire qu'il aura perçus au cours de l'année concernée, quelles qu'en soient la nature et la périodicité et supportant les cotisations en vertu de la législation de la Sécurité Sociale, à l'exception :

- de la prime d'ancienneté prévue par la Convention Collective territoriale des Industries Métallurgiques applicable,
- des majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, découlant des dispositions de la Convention Collective territoriale des Industries Métallurgiques applicable,
- des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

En vertu de ce principe, sont notamment exclues :

- les sommes constituant un remboursement de frais et ne supportant pas les cotisations de Sécurité Sociale,
- les sommes correspondant à l'intéressement et à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions d'horaires sont donc à prendre en compte pour effectuer cette vérification.

2.2) ABSENCES

En cas d'absence du salarié pour quelque cause que ce soit (maladie, maternité, accident, congé sans solde, mise à pied, etc.), il y aura lieu d'ajouter aux salaires bruts, tels que définis à l'article 2, la rémunération brute que le salarié aurait perçue s'il avait effectivement travaillé et de déduire toutes les sommes éventuellement reçues par le salarié à titre d'indemnisation de la perte de salaire consécutive à son absence.

2.3) COMPLEMENT DE REMUNERATION

En fin d'année, si la vérification du montant des sommes versées en application des dispositions ci-dessus fait apparaître qu'un salarié n'a pas perçu l'intégralité de la rémunération qui lui est garantie, l'employeur doit verser un complément, à due concurrence, au plus tard lors de la paie du mois de janvier de l'année suivante.

.../...

ARTICLE 3 : REMUNERATIONS MINIMALES HIERARCHIQUES

Les Rémunérations Minimales Hiérarchiques (RMH), telles que définies à l'article 217 de la Convention Collective de la Métallurgie de la Marne, sont déterminées comme suit :

- **à compter du 1^{er} décembre 2007**, sur la base d'une **valeur du point de 4,59 €**, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Elles comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions d'horaires.

Le tableau des RMH fait l'objet de l'annexe II du présent accord.

ARTICLE 4 : FORMALITES DE DEPOT

Le présent accord est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L.132-2-2, IV, du Code du Travail et dépôt dans les conditions prévues à l'article L.132-10 du même Code.

Reims, le 16 novembre 2007

UIMM Marne



D. CASTERS

CFE-CGC



J. LACORRE

FO



P. CHAUFFERT

ACCORD DU 16 NOVEMBRE 2007

REMUNERATIONS ANNUELLES GARANTIES A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2007

ETABLIES POUR UN HORAIRE HEBDOMADAIRE DE TRAVAIL EFFECTIF DE 35 HEURES

NIVEAUX	ECHELONS	COEFFICIENTS	RAG
I	1	140	15 207 €
	2	145	15 209 €
	3	155	15 219 €
II	1	170	15 257 €
	2	180	15 340 €
	3	190	15 608 €
III	1	215	16 070 €
	2	225	16 377 €
	3	240	17 216 €
IV	1	255	17 967 €
	2	270	18 953 €
	3	285	20 169 €
V	1	305	21 993 €
	2	335	24 048 €
	3	365	25 862 €
	3	395	27 926 €

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions d'horaires sont à prendre en compte pour effectuer la comparaison entre les rémunérations réelles et les RAG.

ACCORD DU 16 NOVEMBRE 2007

BAREME DES REMUNERATIONS MENSUELLES MINIMALES HIERARCHIQUES

VALEUR DU POINT : 4,59 € APPLICABLE A COMPTER DU 1^{ER} DECEMBRE 2007

ETABLI POUR UN HORAIRE HEBDOMADAIRE DE TRAVAIL EFFECTIF DE 35 HEURES

NIV.	ECHELONS	COEFF.	OUVRIERS (5 % inclus)	ADMINISTRATIFS ET TECHNICIENS	AGENTS DE MAITRISE	AGENTS DE MAITRISE D'ATELIER (7 % inclus)
I	1	140	01 674,73 €	642,60 €		
	2	145	02 698,83 €	665,55 €		
	3	155	03 747,02 €	711,45 €		
II	1	170	P1 819,32 €	780,30 €		
	2	180		826,20 €		
	3	190	P2 915,71 €	872,10 €		
III	1	215	P3 1 036,19 €	986,85 €	AM1 986,85 €	1 055,93 €
	2	225		1 032,75 €		
	3	240	TA1 1 156,68 €	1 101,60 €	AM2 1 101,60 €	1 178,71 €
IV	1	255	TA2 1 228,97 €	1 170,45 €	AM3 1 170,45 €	1 252,38 €
	2	270	TA3 1 301,27 €	1 239,30 €		
	3	285	TA4 1 373,56 €	1 308,15 €	AM4 1 308,15 €	1 399,72 €
V	1	305		1 399,95 €	AM5 1 399,95 €	1 497,95 €
	2	335		1 537,65 €	AM6 1 537,65 €	1 645,29 €
	3	365		1 675,35 €	AM7 1 675,35 €	1 792,62 €
	3	395		1 813,05 €	1 813,05 €	1 939,96 €

Les rémunérations figurant ci-dessus ont été calculées pour un horaire mensuel de 151,67 heures, compensations pour réductions d'horaires incluses. Les rémunérations effectives ne devront pas être inférieures au SMIC.

La prime de panier prévue par l'article 221 de la Convention Collective de la Métallurgie de la Marne sera portée à :

$$(674,73 : 151,67) \times 1,5 = 6,67 \text{ €}$$

